

**Sommaire :**

- 1. POUR UN « PARTI RÉGIONAL »  
DE LA « SAVOIE UNIE ».**
- 2. RÉGION SAVOIE : POURQUOI  
LE SUJET EST DEvenu TABOU ?**
- 3. LE DÉCOUPAGE NATIONAL  
EST- IL IMMuable ?**
- 4. POURQUOI LA RECHERCHE  
EST- ELLE SI PEU DÉVELOPPÉE  
EN PAYS DE SAVOIE ?**
- 5. LE SILLON ALPIN : OPPORTUNITÉ  
OU MENACE POUR LA SAVOIE ?**

*Ce bulletin est émis par l'association « La Région Savoie, j'y crois ! » et a pour objectif de fournir à tous les élus, sans distinction d'étiquettes, les réflexions sur les voies et moyens de donner davantage d'autonomie à la Savoie.*

*Cette action ne peut se faire sans les élus. L'avenir de la Savoie est entre leurs mains.*

*Avec constance et détermination, notre mouvement poursuivra son action, hors des clans et des partis, dans le seul intérêt de la grande Savoie et de ses habitants.*

*Pour cela, nous vous adresserons régulièrement ce bulletin (mensuellement) en espérant qu'il puisse contribuer à la réflexion collective, hors de tout sectarisme et hors des schémas indépendantistes.*

*Nos cordiales salutations et amitiés savoyardes.*

## 1. POUR UN « PARTI RÉGIONAL DE LA « SAVOIE UNIE » ?

Dans notre précédent bulletin, notre analyse portait sur la nouvelle donne politique dans les pays de Savoie.

### Un nouveau contexte politique

Nous estimons aujourd'hui, au moment où une part très importante des pouvoirs de l'État est transférée à l'Europe (arrêt du Conseil Constitutionnel et Constitution européenne dans la même semaine) et où se préparent, dans la douleur, les transferts de compétences aux régions, qu'il est temps de relancer la réflexion sur le fonctionnement de nos territoires.

Il va devenir urgent pour les élus des Pays de Savoie de s'organiser pour plusieurs raisons :

● Autour de nous, en Rhône-Alpes, les autres s'organisent ; ainsi, les élus rhodaniens viennent de s'organiser en une association à l'initiative de T. Cornillet (Lyon), J. Remiller (Vienne) et P. Terrasse (Ardèche) ; elle a pour but de « prendre la défense des intérêts généraux du fleuve Rhône et des populations riveraines en assurant sa promotion et son développement économique, touristique, culturel, environnemental, modal... » ; elle se veut ouverte à tous les élus de tous bords ...du Rhône. On voit bien ce qui se dessine.

● De même, à Grenoble, les nouveaux élus à la région sont bien décidés à tirer leur part du gâteau dont ils ont été un peu privés précédemment (à part Minatec).

● Dans la plupart des régions, il est affiché clairement que les nouvelles compétences seront centralisées, notamment économiques et touristiques ; des décisions sont même déjà votées (Franche-Comté.). La région Rhône-Alpes n'a pas caché ses intentions en ce domaine. C'est une lourde menace pour nos agences économiques et les services des conseils généraux.

● Les accords passés entre Madame Comparini et nos présidents de Conseils généraux (sans consultation de la population) et destinés à faire échec à l'idée de Région Savoie, sont apparemment devenus caducs. Que vont-ils devenir ? Monsieur Queyranne, qui avait soutenu l'idée d'une Région Savoie en 1998 aurait-il encore intérêt à le faire aujourd'hui ; peut-être s'il veut garder ce qui resterait alors en Rhône-Alpes pour 20 ans ! Dans ce nouveau contexte, nous avançons une proposition.

### Notre proposition : décentralisons la politique

Notre analyse nous conduit à dire que le temps est venu de constituer dans les Pays de Savoie une

force politique, une association ou un groupe d'élus, transcendant les partis traditionnels et qui pourrait constituer un « Parti Régional », comme il en existe dans d'autres pays d'Europe. Ce mouvement pour la « Savoie unie » aurait davantage de poids dans les négociations avec les pouvoirs publics pour faire valoir les spécificités de notre région. En effet, plutôt que d'être les fantassins croupions d'un parti national au service des grands élus, le parti régional pourrait réellement peser sur la majorité au pouvoir, quelle qu'elle soit (à droite au niveau national, à gauche au niveau régional), avec beaucoup plus de succès qu'aujourd'hui.

C'est ainsi que se défendent de nombreuses régions d'Europe aujourd'hui. Pourquoi la Savoie ne serait-elle pas celle qui innove en ce domaine ? Alors qu'on vote des lois de décentralisation, le seul domaine qui resterait centralisé serait celui de la politique et des partis ? C'est incohérent. Décentralisons la politique ! Les conditions nous semblent réunies actuellement.

Dire que des élus de partis « nationaux » différents peuvent s'associer ou passer un pacte dans l'intérêt de leur territoire n'est pas une utopie ; ce n'est pas nouveau et cela existe dans de nombreux pays plus fédéraux que nous. De plus, l'exemple vient d'en haut : l'UMP et les socialistes ne sont-ils pas en train de pactiser pour se partager la présidence de l'assemblée européenne ? Alors, pourquoi les Savoyards devraient-ils rester soumis aux dictats de partis nationaux et à leurs caporaux locaux ; notre conviction est que pour l'avenir, ils n'ont plus

rien à attendre de ces partis auxquels les citoyens ne croient plus. C'est au niveau local que l'organisation de l'avenir des territoires va se jouer.

Les Savoyards ne préfèrent-ils pas le consensus à l'affrontement ? Les barrières idéologiques existent-elles encore vraiment entre les élus savoyards ? N'auraient-ils pas davantage à gagner qu'à perdre dans la constitution d'un parti régional ?

Voici des questions sur lesquelles nous proposerons, à tous les élus qui le souhaitent, dès que les échéances électorales seront passées, de débattre en petits comités. Nous organiserons ces réunions pour débattre de ce projet et de son corollaire, la création d'une Région Savoie. Les élections européennes ont confirmé l'analyse politique que nous avons faite après les régionales. Une « fenêtre politique » est clairement ouverte pour relancer le débat jusqu'à la campagne de 2007. Nous avons largement le temps.

Nous proposerons également aux élus qui le souhaitent de constituer avec les membres de notre association et les citoyens intéressés un groupe de travail et de réflexion sur les étapes de l'évolution vers une Région Savoie.

La dernière échéance électorale avant 2007 étant les sénatoriales, nous questionnerons avec insistance les candidats afin qu'ils donnent leur position quant à l'avenir organisationnel de nos Pays de Savoie.

## 2. RÉGION SAVOIE :

### POURQUOI LE SUJET EST-IL DEVENU TABOU ?

Pour contrer les modestes succès de la Ligue savoisienne il y a quelques années, les idées de réunification des deux départements savoyards, d'APS et même de Région Savoie étaient de bon ton et parfois même encouragées.

Depuis décembre 2002 et le vote des élus des deux Conseils généraux au sein de l'APS, le ton et la stratégie ont brusquement changé : haro sur l'idée d'une Région Savoie puisque nos grands élus allaient conquérir, haut la main et à la barbe des lyonnais, la région Rhône-Alpes ! Las, ce fut l'échec. La stratégie de carrière a cependant payé puisque nos « grands élus » sont ministres ou présidents de groupe, mais la stratégie de conquête de la région a sombré et l'idée d'une Savoie ren-

forcée a, encore une fois, été passée pour profits et pertes.

Faut-il pour autant se résigner ? Non, il faut que tous les élus qui croient, avec leur raison comme avec leur cœur, que davantage d'autonomie assurera mieux l'avenir de la Savoie s'affichent enfin, affirment la légitimité de ce débat par leur engagement et lèvent le tabou. Il n'est plus admissible que ce soit des dirigeants de partis nationaux qui décident de ce qu'il est légitime ou non de débattre.

La Ligue savoisienne, affaiblie et sans élu, n'est plus aujourd'hui une menace pour personne. Il y a donc lieu de tourner une page, de lever le tabou et de rouvrir le débat.

### 3. LE DÉCOUPAGE NATIONAL EST-IL IMMuable ?

Le découpage de la France en régions a près d'un siècle et, depuis 40 ans, il semble immuablement figé pour l'éternité !

Il faut noter en préambule que ni les élus, ni les électeurs n'ont eu à se prononcer sur cette question dont personne ne saurait contester l'importance.

C'est dans le crâne et sous les calques d'un jeune énarque (Serge Antoine) qu'est né le découpage actuel, notamment la fusion en 1960 des zones Alpes et Rhône « pour conforter Lyon dans son rôle de métropole ».

#### Rappels historiques

Les « régions économiques », au nombre de 17, sont modestement créées en 1919 par Etienne Clemencel qui regroupe tout d'abord les chambres de commerce ; un décret du 14 juin 1938 érigerait ces régions économiques en établissements publics.

Sous le Maréchal Pétain, 19 préfets de région viennent coiffer les 86 préfets départementaux. À la libération, l'ordonnance du 14 janvier 1944 créa les « Commissaires de la République » avec de très larges pouvoirs. Ceux-ci faisant trop d'ombre aux élus locaux, ils sont supprimés le 22 mars 1946.

C'est Edgar Faure qui, en 1956, crée 22 « Régions de programme » pour que la planification puisse s'épanouir ; mais elles ne font que se superposer aux 80 circonscriptions administratives ou interdépartementales existantes. Pour mettre fin à cette complexité, Serge Antoine est chargé d'harmoniser ces découpages disparates. Par superposition des calques des découpages antérieurs, respectant les limites des départements et s'assurant que chaque région atteigne le seuil de 1 million d'habitants, il élabore (sans concertation) une carte de France de 21 régions qui ressemble à peu près aux régions de programme de 1956. Le décret du 2 juin 1960 valide ce découpage.

44 ans plus tard, la carte du découpage régional n'a pas varié (sauf pour la Corse qui fut détachée de PACA en 1972).

Certes, conformément à la loi du 6 juin 1986, « les limites territoriales peuvent être modifiées par la loi, après consultation des conseils régionaux et conseils généraux concernés ». Il faut dire qu'une telle mesure voue tout redécoupage à l'échec ; comment convaincre des notables de perdre leurs privilèges par un regroupement (Normandie, Alsace...) ou comment convaincre une région de perdre des départements (cas de Rhône-Alpes si la Savoie partait).

C'est pour cela que les phases de décentralisation (Defferre, Raffarin) ont toujours pris l'hypothèse du maintien du statu quo pour ne fâcher personne. Mais le cas de la création d'une Région Savoie unidépartementale ne se heurterait éventuellement qu'à une obstruction de Rhône-Alpes puisque les élus savoyards n'auraient rien à perdre mais tout à gagner, passant simplement du statut de conseillers généraux à celui de conseillers régionaux.

#### Deux visions de la France

- Nos élites « économiques et administratives » (c'est à dire les jacobins) demeurent acquises à l'idée de « grandes régions, en nombre réduit, structurées par de puissantes métropoles régionales » ; cela conforte leur propre pouvoir. C'est aussi la vision de la DATAR. Le découpage actuel a donc été assis sur des considérations purement technocratiques.

- Tous les régionalistes pensent que l'armature régionale gagnerait à s'appuyer sur une base culturelle, associant habitude de vivre ensemble, histoire, géographie et solidarités. Le sentiment d'appartenance est le meilleur ciment du lien social. Pour cela, il serait donc nécessaire de privilégier des régions à taille humaine.

Ce sont les jacobins qui ont résisté à toutes les tentatives d'évolutions et à maintenir le statu quo pendant près de 50 ans. On sait que si l'électeur était consulté, la donne serait inverse ; c'est pourquoi, le moment venu, nous privilégierons le référendum local.

## 4. POURQUOI LA RECHERCHE EST-ELLE SI PEU DÉVELOPPÉE EN PAYS DE SAVOIE ?

La Savoie aurait tous les atouts pour attirer chercheurs et centres de recherche ; or, elle est pratiquement absente de cet axe d'avenir, ne comptant pas plus de 500 chercheurs et moins de 30 laboratoires.

La moyenne européenne est de 5 chercheurs pour 1000 habitants ; les Pays de Savoie devraient donc compter 5000 chercheurs au lieu de 500. Quel retard !

En comparaison, Grenoble compte plus de 18000 personnels de recherche (13000 publics et plus de 5000 privés [CEA, CNRS, INRIA, INPG, Universités, Alliance ST-Philips-Motorola, Schneider (300 de plus prévus en 2004)... et plus de 200 laboratoires]). Les acteurs de la recherche grenoblois organisent la valorisation de la recherche au sein de structures privées actives dans le tissu industriel.

Pour rattraper ce retard évident, il conviendrait que les animateurs de l'économie sur le territoire des Pays de Savoie créent une structure ad hoc, sans attendre que la région Rhône-Alpes mette en œuvre ses propres compétences dont nous savons tous qu'elles favoriseront toujours davantage l'axe Lyon-Grenoble.

[Un premier pas a été fait par les universitaires savoyards qui ont créé récemment un comité (STEPS) ; mais il faut aller beaucoup plus loin en associant le milieu économique actif.]

Le rôle de cette structure serait :

- de favoriser la création ou le transfert de laboratoires publics,
- d'attirer les centres de recherche de sociétés privées françaises et internationales,
- de valoriser et « marketter » les résultats de la recherche,
- de dynamiser et responsabiliser l'Université de Savoie sur ce rôle.

Pour cela, il nous semble qu'il faudrait miser sur la dynamique du Sillon alpin et sur l'axe Grenoble-Genève qui pourrait devenir une « route 128 », ou le sillon de la recherche. Il faut savoir qu'une grande partie des responsables grenoblois en ce domaine est des savoyards d'origine (rassemblés au sein des « amitiés savoyardes de Grenoble » et tout à fait disposés à aider la Savoie à se développer en ce domaine) ; L'idée que les grenoblois auraient des vues hégémoniques sur la Savoie est d'un autre temps.

Les pôles d'excellence qui pourraient être ceux des Pays de Savoie seraient complémentaires de ceux des grenoblois ; certains sont déjà engagés (environnement, montagne, énergie solaire, mécanique...) ; d'autres peuvent être envisagés.

Pourquoi ne pas envisager de créer un établissement public de coopération universitaire ou une « joint venture » entre les universités de Grenoble et de Savoie qui constituerait l'ensemble universitaire des Alpes (en y associant Genève ?).

### RÉGION SAVOIE : INFORMEZ VOS ÉLECTEURS

Vous souhaitez organiser une réunion d'information, un débat autour du projet de Région Savoie dans votre commune ou votre canton.

Il vous suffit de réserver une salle et d'organiser l'information dans votre circonscription, des membres de notre association viendront animer conférences et débats.

### ***Vous souhaitez savoir qui nous sommes***

Si vous souhaitez mieux savoir quels sont les objectifs et les moyens de notre mouvement, consultez le site Web de l'association :

**[www.regionsavoie.com](http://www.regionsavoie.com)**

et donnez votre avis en participant à nos forums. Vous retrouverez sur ce site la plupart des textes et documents qui vous aideront à mieux comprendre notre engagement pour un tel projet.

Contactez-nous : **[contact@regionsavoie.com](mailto:contact@regionsavoie.com)**

## 5. LE SILLON ALPIN : OPPORTUNITÉ OU MENACE POUR LA SAVOIE ?

Au vu de l'exemple ci-dessus, une telle coopération étroite entre les universités du Sillon alpin serait-elle un handicap ou un atout pour la Savoie ? On pourrait craindre, à première analyse, que l'Université de Savoie perde une part de l'autonomie si chèrement conquise récemment ; mais en fait, comptant sur l'intelligence des hommes en place, notamment les Savoyards de Grenoble, la Savoie aurait tout à gagner en cultivant quelques créneaux porteurs de développement.

Depuis toujours, les grenoblois ont regardé d'un meilleur œil du côté du Sillon alpin que du côté de Lyon. Les industriels grenoblois sont plus internationaux que régionaux. Les politiques grenoblois, laissés pour compte par la majorité précédente à Lyon espèrent bien profiter au mieux de la nouvelle donne régionale. Mais les différences s'estompent : les grenoblois votent moins à gauche qu'autrefois et les savoyards plus à gauche ; le FN progresse dans toutes les Alpes. L'humeur des électeurs reste évolutive. Ce qui pourrait la mobiliser, ce serait un vrai projet d'une région qui les concerne.

Une coopération a commencé à se mettre en place entre les trois départements, de Grenoble à Annemasse ; elle est bien timide, certes, mais correspond à une réalité géographique que personne ne peut nier : les Alpes.

Du côté savoyard, on a toujours mal vécu les initiatives grenobloises d'hégémonie. Les Savoyards ont une notion d'identité qui leur est propre et que les grenoblois n'ont plus, tant la population d'origines très diverses, y est mêlée.

Dire aujourd'hui si la notion de Sillon alpin est un atout ou une menace pour la Savoie est donc bien difficile. La politique choisie d'avancer prudemment est sans doute judicieuse mais vaut d'être poursuivie. Elle prendrait davantage de sens pour les savoyards si elle pouvait se prolonger par une convention interrégionale avec Genève (mais certainement pas pilotée par Lyon - qui a déjà manifesté des velléités en ce sens -).

### Procurez-vous le « Livre blanc »

Pour tout élu qui ne l'a pas encore lu, nous vous le faisons parvenir pour la modique somme de 10 euros (196 pages + couverture au format A4) ; nous vous offrons en cadeau le livre écrit en 2002 par Noël Communod « La Région Savoie, en 2004, c'est possible ! » ainsi que les frais d'expédition. Important, cette offre est valable dans la limite des stocks disponibles car nous espérons que le Livre blanc pour la création de la Région Savoie sera bientôt épuisé.

Nous souhaitons en effet que l'information sur ce sujet soit la plus large possible sans être déformée par les opposants du Projet qui ont essayé de salir une noble cause.

**Pour passer commande,  
un simple courrier à l'adresse de l'association :**

**La Région Savoie, j'y crois ! BP 2 - 74540 VIRY**

**avec un chèque de 10 euros ou un mail à :**

**[contact@regionsavoie.com](mailto:contact@regionsavoie.com)**

**Consultez notre site Web :**

**[www.regionsavoie.com](http://www.regionsavoie.com)**

